



# LA QUINZAINÉ D'ALGERIE

Service économique régional d'Alger  
Revue de presse du 1<sup>er</sup> au 15 octobre 2019

*La « quinzaine d'Algérie » est une revue de presse bimensuelle qui reprend les principales informations à caractère économique parues dans la presse algérienne*

## Pétrole – Prix

Selon l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), le prix du panier de quatorze pétroles bruts a reculé à 58,53 dollars/baril le 08 octobre 2019. A cette date, le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, s'est établi à 58,24 dollars/baril à Londres, en baisse de 0,19% par rapport à la clôture de la veille.

**Pour information :** Selon l'Agence américaine de l'Information sur l'Energie (AIE), les stocks de brut ont augmenté de 3,1 millions de barils sur la semaine achevée le 27 septembre. Les stocks d'essence et de produits distillés ont respectivement baissé de 200 000 barils et de 2,4 millions de barils.

(APS)

## BM – Croissance

Selon le dernier rapport de suivi de la situation économique en Algérie (octobre 2019) publié par la Banque Mondiale (BM), la croissance du PIB est passée de 1,4% en 2017 à 1,5% en 2018, et s'est maintenue à 1,5% au 1<sup>er</sup> trimestre 2019.

La croissance du secteur des hydrocarbures a connu une légère augmentation et estimée à 3,4% en 2018 et à 3,9% au 1<sup>er</sup> trimestre 2019. Les effets de cette hausse ont été contrecarrés par la contraction de l'activité économique de 6,5% en 2018 et de 7,7% au 1<sup>er</sup> trimestre 2019.

**Pour information :** Une délégation de la BM, conduite par le nouveau directeur des opérations pour le Maghreb et Malte, a été reçue par le ministre des Finances algérien.

(EL WATAN – ALGERIE1)

## Commerce extérieur

Selon la Direction Générale des Douanes, les échanges commerciaux de l'Algérie avec les pays européens se sont chiffrés à 27,12 Mds USD durant les sept premiers mois de l'année 2019, contre 29,61 Mds USD au cours de la même période 2018 (- 8,42%). Ce montant représente 57% de la valeur globale des échanges commerciaux de l'Algérie.

Par ailleurs, le 2<sup>ème</sup> partenaire commercial de l'Algérie sont les pays d'Asie avec lesquels les échanges commerciaux sont établis à 11,63 Mds USD entre janvier et juillet 2019, contre 10,77 Mds USD au cours de la même période 2018.

Enfin, les échanges commerciaux de l'Algérie avec les pays d'Afrique ont connu une amélioration de 7,43%, pour atteindre 2,02 Mds USD au cours des sept premiers mois 2019, contre près de 1,88 Md USD au cours de la même période 2018. Ainsi, les importations algériennes depuis les pays africains, se sont établies à 777,6 MUSD pendant les sept premiers mois 2019, contre 718,32 MUSD durant la même période 2018. Les principaux partenaires dont l'Egypte, la Tunisie et le Maroc.

(EL MOUDJAHID - APS)

Selon l'édition 2020 des statistiques sur la dette internationale de la Banque Mondiale :

Evolution du stock de la dette extérieure de l'Algérie (Mds USD)					
2008	2014	2015	2016	2017	2018
6,246	5,521	4,671	5,463	5,707	5,710

Selon ledit document :

- l'encours de la dette extérieure à long terme est estimé à 1,725 Md USD, dont 1,523 Md USD « *de dettes publiques et à garanties publiques* ».
- La dette du secteur public est évaluée à 1,521 Md USD, dont 1,268 Md USD de dettes gouvernementales.
- La dette du secteur privé garantie par l'Etat s'est établie à 2 MUSD.
- Les dettes à court terme se sont chiffrées à 2,319 Mds USD.

Selon le rapport susmentionné, la dette publique extérieure de l'Algérie représente 3% du Revenu National Brut (RNB) estimé à 177,548 Mds USD :

- Le ratio de la dette par rapport aux exportations s'élève à 12%.
- La dette provenant des créanciers multilatéraux est évaluée à 1,031 Md USD.
- La dette bilatérale est estimée à 481 MUSD.
- La dette provenant de la des créanciers privés s'élève à 11 MUSD, provenant totalement de banques commerciales.

(LIBERTE)

## Dette extérieure

Selon le nouveau rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), « *l'indice FAO des prix des produits alimentaires, un indice pondéré par les échanges commerciaux permettant de suivre l'évolution mensuelle des principaux groupes de produits alimentaires, affichait une moyenne de 170 points septembre, soit une moyenne semblable à celle d'août mais en hausse de 3,3% par rapport au même mois l'année dernière* ». Cette stabilité est due à la compensation de la baisse des prix du sucre par la hausse des cotations des huiles végétales et de la viande.

Evolution des prix mondiaux de certains produits			
Huiles végétales	Viande	Sucre	Produits laitiers
+ 1,4 %	+ 0,8 %	- 3,9 %	- 0,6 %

Par ailleurs, l'organisation a revu ses prévisions à la baisse quant à la production mondiale de céréales pour 2019 qui est désormais estimée à 2 706 Mt, en hausse de 2% par rapport à 2018. Quant aux stocks mondiaux, ceux-ci devraient atteindre 850 Mt d'ici la fin de la saison 2020, en baisse de 2% par rapport à leurs niveaux d'ouverture. Il est précisé que « *les stocks mondiaux de blé devraient augmenter de 1,6% tandis que ceux de maïs devraient connaître une forte baisse, principalement en raison d'importants prélèvements effectués en Chine* ».

(APS)

## FAO – Prix

Selon le ministre des Finances, le recours de l'Algérie à l'endettement extérieur se fera uniquement auprès d'institutions financières internationales dont l'Algérie est membre, à l'instar de la Banque Africaine de Développement (BAD) et la Banque Islamique, entre autres établissements, contrairement à ce qui était en vigueur auparavant. Il a laissé entendre que ce sera pour 2021 et en vertu d'un texte d'application à venir.

L'économiste algérien M. Boukhari a affirmé : « *le Gouvernement a choisi de recourir à la meilleure solution possible qui soit pour financer le déficit budgétaire, à savoir l'endettement extérieur* ». Selon lui, le recours à l'endettement extérieur ne constituera aucun danger pour l'économie algérienne, pour peu que soient respectées les conditions énoncées, notamment le ciblage des projets économiquement rentables.

(EL WATAN - APS)

## Endettement extérieur

## Financement non conventionnel

Le ministre des Finances n'exclut pas un nouveau recours au financement non conventionnel en déclarant : « *cet instrument financier demeure valable jusqu'en 2022 et reste un outil important mais non exclusif de financement du déficit du Trésor, ...* ».

Il a précisé que la somme de 6 556,2 Mds DZD ( $\approx$  54,63 Mds USD), mobilisée jusqu'en janvier 2019 par le Trésor public auprès de la Banque d'Algérie dans le cadre de ce financement, sera totalement utilisée. Ainsi, le reliquat de 610,7 Mds DZD ( $\approx$  5,08 Mds USD) sera consommé d'ici la fin de l'année en cours.

(EL WATAN)

## PLF 2020

Le Projet de Loi de Finances (PLF) 2020 a été adopté en conseil des ministres qui s'est réuni le 13 octobre 2019.

Le texte fait état de recettes prévisionnelles de l'ordre de 6 239,7 Mds DZD ( $\approx$  51,99 Mds USD), en baisse de - 7,7% par rapport à 2019, et ce, en raison de la baisse de la fiscalité pétrolière qui devrait s'établir à 2 200,3 Mds DZD ( $\approx$  18,33 Mds USD), contre 2 714,5 Mds DZD ( $\approx$  22,62 Mds USD) en 2019. Cependant, les recettes fiscales ordinaires connaîtront une hausse de 8,6% pour atteindre 4 039 Mds DZD ( $\approx$  33,65 Mds USD), en raison de la mise en œuvre des nouvelles mesures en matière de recouvrement de tous les droits et recettes de l'Etat, en impôts, taxes et baux.

Par ailleurs, il est prévu une enveloppe de 7 773 Mds DZD ( $\approx$  64,77 Mds USD) de dépenses publiques, en baisse de 9,2% par rapport à 2019. Le budget de fonctionnement prévu s'élèvera à 4 893 Mds DZD ( $\approx$  40,77 Mds USD) pour la prise en charge, notamment des dépenses courantes et incompressibles, notamment les salaires, les charges de la sécurité sociale et la prise en charge des besoins sociaux. Les dépenses d'équipements avoisineront les 2 879 Mds DZD ( $\approx$  23,99 Mds USD), dont 1 209 Mds DZD ( $\approx$  10,07 Mds USD) au titre du nouveau programme, et 279,6 Mds DZD ( $\approx$  2,33 Mds USD) dans le cadre de la réévaluation de programmes et équipements en cours.

(APS)

## Conseil des ministres – Loi Hydrocarbures

Le nouveau projet de loi sur les hydrocarbures est l'un des textes adoptés en Conseil des ministres, réuni le 13 octobre 2019. Ledit projet porte sur de nouvelles dispositions qui permettront de renforcer le rôle économique, financier et technique de Sonatrach.

Selon le communiqué rendu public, « *la révision du régime juridique des hydrocarbures, notamment en matière contractuelle et fiscale, est devenue un impératif au vu des développements enregistrés dans le domaine ..., avec la baisse du volume de production et l'augmentation croissante de la consommation nationale. En effet, le maintien du régime juridique actuel nous mettra en situation de déficit structurel entre l'offre et la demande nationales à compter de 2025* ». Cette révision a pour notamment pour objectif de « *partager les risques liés aux opérations de prospection qu'assument seule Sonatrach actuellement* ». Ledit texte prévoit le maintien de la règle 49-51 pour l'ensemble des contrats, d'une part, et l'élargissement des opérations d'exploitation offshore dans le respect des principes de développement durable, d'autre part.

Par ailleurs, selon un rapport sur le gaz naturel algérien publié le 1<sup>er</sup> octobre par le centre de recherche Oxford Institute for Energy Studies, l'adoption d'une loi sur les hydrocarbures « *plus attrayante* » est « *une condition nécessaire mais pas suffisante pour relancer la production en amont des hydrocarbures de l'Algérie* ».

« *L'un des principaux obstacles auxquels se heurtent les investisseurs internationaux en Algérie est la lourdeur du système administratif bureaucratique qui retarde considérablement tous les processus de délivrance de permis et d'approbation permettant de développer et de mettre en œuvre des projets* ».

« *Ainsi, la relance complète des activités en amont dans le secteur des hydrocarbures en Algérie dépendra de la durée de cette transition politique et de la durée pendant laquelle la confiance des investisseurs internationaux pourra être maintenue* ».

(L'EXPRESSION – EL WATAN – TSA)

<p><b>Banques publiques – Gouvernance</b></p>	<p>Selon le ministre des Finances, un appel à manifestation d'intérêt sera lancé dès le début de l'année prochaine pour le choix d'administrateurs indépendants qui participeront aux Conseils d'Administration des banques publiques.</p> <p>Ces administrateurs, une fois sélectionnés, permettront d'asseoir une nouvelle gouvernance au sein des six banques publiques de la Place, et ce, dans le cadre de la réforme des organes de gestion pour « <i>plus d'efficacité, de transparence et un meilleur contrôle interne</i> ». Cette réforme permettra de « <i>mieux déterminer les responsabilités au sein de ces banques et, surtout, libérer l'esprit d'initiative chez les dirigeants</i> ».</p> <p style="text-align: right;">(APS)</p>
<p><b>Banques – Liquidités</b></p>	<p>Selon le ministre des Finances, la liquidité bancaire de l'Algérie est passée de 821 Mds DZD (≈ 6,84 Mds USD) en 2016 à 1 380,6 Mds DZD (≈ 11,50 Mds USD) à la fin de l'année 2017 (+ 62,2%), avant de s'établir à 1 705,5 Mds DZD (≈ 14,21 Mds USD) à la fin du mois d'août 2019.</p> <p><b>Pour rappel</b> : La Banque d'Algérie a relevé le taux de réserves obligatoires, par rapport à l'assiette des réserves globales des banques, de 4% à 8% en janvier 2018, ensuite de 8% à 12% en février 2019.</p> <p style="text-align: right;">(APS)</p>
<p><b>Importations – Blé tendre</b></p>	<p>Selon l'agence Reuters, l'Algérie a été le 1<sup>er</sup> client de la France pour le blé tendre. En effet, l'Algérie a importé 495 000 tonnes (t) et 449 000 t de blé tendre en provenance France, en juillet et août 2019. Ces volumes ont représenté 35,3% et 36% des exportations françaises pour ce produit.</p> <p>Par ailleurs, selon le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, le Gouvernement est en phase de préparer une nouvelle stratégie afin de faire baisser les importations massives de blé tendre. Ainsi, il a précisé qu'un comité multisectoriel regroupant les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, de la santé et de l'enseignement supérieur mettra sur pied « <i>une feuille de route qui permet de se diriger vers d'autres modes de consommation, comme l'orge et le maïs dans l'industrie du pain</i> ».</p> <p style="text-align: right;">(TSA – EL MOUDJAHID)</p>
<p><b>Montage automobile – Importations</b></p>	<p>Selon la Direction Générale des Douanes, l'Algérie a importé pour 1,76 Md USD de kits SKD destinés au montage automobile de transport du personnel et de marchandises durant le 1<sup>er</sup> semestre 2019, contre 1,71 Md USD à la même période 2018 (+ 3,23%).</p> <p>Cette hausse s'explique, essentiellement, par les importations de collections SKD, destinées au montage des véhicules de transport de marchandises, qui ont atteint 437,37 MUSD, contre 260,6 MUSD durant la même période de comparaison (+ 67,84%).</p> <p style="text-align: right;">(APS)</p>
<p><b>ABEF - Importations – Electroménager</b></p>	<p>L'Association des Banques et Etablissements Financiers (ABEF) informe les établissements de la Place des nouvelles mesures prises par les pouvoirs publics concernant l'importation des kits CKD/SKD.</p> <p>Ainsi, « <i>il a été décidé la substitution au paiement cash des importations, actuellement en usage, le recours au différé de paiement de neuf mois, sans que celui-ci n'excède une année, s'agissant des opérations d'importations des produits électroménagers (les produits blancs et les produits gris) et de téléphone</i> ».</p> <p>Dans ce contexte, l'ABEF précise que les importations « <i>doivent être effectuées en FOB (Free On Board)</i> ». Autrement dit, il incombera aux fournisseurs, et non aux opérateurs algériens, de dédouaner la marchandise à l'exportation par voie maritime.</p> <p>L'association indique que le règlement FOB des importations algériennes sera élargi à l'ensemble des importations « <i>au plus tard le 31 décembre 2019</i> ».</p> <p style="text-align: right;">(ALG24)</p>

<p><b>Médicaments – Production</b></p>	<p>Selon le président de l’Union Nationale des Opérateurs Pharmaceutiques (UNOP), la production nationale « économise 300 MUSD par an à l’Algérie ». « Nous sommes arrivés à couvrir la moitié de nos besoins en médicaments ».</p> <p>Il a précisé que le marché du médicament connaîtra une forte augmentation dans les prochaines années et la facture des médicaments issus de la biotechnologie atteindra 1 Md USD d’ici 2020, soit un tiers de la facture globale : « Il est temps pour l’Algérie d’orienter ses investissements dans ce domaine. Pour ce faire, il est impératif de mettre en place une réglementation adéquate, notamment pour l’introduction des médicaments bio similaires ».</p> <p style="text-align: right;">(EL WATAN)</p>
<p><b>BTP – Entreprises – Arrêt</b></p>	<p>Selon les présidents de la Confédération des Industriels Algériens d’une part, et de l’Association Générale des Entrepreneurs Algériens (AGEA), près de 60% des entreprises du secteur (1 360) ont arrêté leurs activités, ou sont sur le point de le faire, notamment en raison d’absence de commandes publiques.</p> <p>En plus des centaines de milliers de travailleurs qui ont perdu leurs emplois, la crise frappe de plein fouet le secteur du bâtiment, « avec ses chantiers à l’arrêt s’est directement répercutée sur la demande de matériaux de construction, la faisant chuter de 20% ».</p> <p>Les entrepreneurs demandent au gouvernement d’annuler le gré à gré et de revenir au code des marchés publics avec la préférence de 25% au profit des entreprises locales publiques et privées.</p> <p style="text-align: right;">(L’EXPRESSION – LE SOIR D’ALGERIE)</p>
<p><b>Entreprise Fr - Gruau</b></p>	<p>Présent en Algérie depuis 2008 avec une entreprise de droit algérien, le groupe Gruau a décidé de donner plus d’ampleur à sa filiale algérienne. Ainsi, le leader français de la carrosserie industrielle a inauguré ses ateliers à Alger, en présence de l’Ambassadeur de France en Algérie.</p> <p>Situés à l’est de la capitale, ces ateliers sont dédiés aux aménagements en transport des personnes à mobilité réduite, le frigo, l’atelier SAV, l’ambulance de transfert et autres bennes, mais aussi la fabrication de panneaux en polyester.</p> <p><b><u>Pour rappel</u></b> : Gruau s’était impliqué avec Peugeot Algérie avec une unité semi-industrielle de transformation des véhicules utilitaires légers à Oued Semar.</p> <p style="text-align: right;">(LIBERTE)</p>
<p><b>Entreprise DZ - Sonatrach</b></p>	<p>Selon le rapport financier annuel complet de l’entreprise nationale Sonatrach, les charges du personnel de ladite société se sont nettement accrues en 2018 de 15 Mds DZD (≈ 125 MUSD) par rapport à 2017. Elles sont ainsi passées de 140 Mds DZD (≈ 1,16 Md USD) en 2017 à 155 Mds DZD (≈ 1,29 Md USD) en 2018.</p> <p>La masse salariale de l’entreprise a connu une hausse très sensible ces dernières années, et ce, en raison de la hausse des effectifs d’une part, et d’une série d’augmentations salariales accordée à ses employés, d’autre part. Ainsi, une majoration de 15% a été observée en 2010, suivie d’une revalorisation de 21% en 2011 et d’une nouvelle et substantielle augmentation de 52,5% en 2012.</p> <p>Par ailleurs, Sonatrach a enregistré, en 2018, un chiffre d’affaires de 4 881 Mds DZD (≈ 40,67 Mds USD), contre 4 031 Mds DZD (≈ 33,59 Mds USD) en 2017 (+ 21%). Le chiffre d’affaire global comprend la production d’hydrocarbures, les reventes en l’état et les prestations fournies aux tiers.</p> <p>Enfin, les exportations ont atteint 38,9 Mds USD en 2018, contre 33,2 Mds USD en 2017 (+ 17%).</p> <p style="text-align: right;">(LIBERTE)</p>

<b>Entreprise DZ – Iris – Pneumatique</b>	<p>Le groupe algérien Iris a effectué récemment sa 1<sup>ère</sup> exportation de pneus fabriqués dans son usine de Sétif, et ce, vers l’Espagne.</p> <p>Au-delà du marché local, 50% de la production sera dirigée vers l’exportation durant les 5 années à venir.</p> <p style="text-align: right;"><i>(ALGERIE ECO)</i></p>
<b>Union européenne – Projets pilotes</b>	<p>Plusieurs projets pilotes financés par l’Union Européenne et l’Algérie ont été lancés le 30 septembre dans les wilayas de Sétif, Tlemcen, Aïn Timouchent et Laghouat. Ayant pour objectif de soutenir le développement rural inter-sectionnel et participatif, ces projets s’inscrivent dans le cadre du Programme d'Action Pilote pour le développement rural et l'agriculture (PAP ENPARD) et ont nécessité une enveloppe de 20 MEUR.</p> <p>D’après le chef d’équipe de l’assistance technique du PAP ENPARD, « <i>l’idée est de partir de ce qui existe en zone rurale et d’améliorer la production, la qualité et la commercialisation des produits locaux</i> ».</p> <p style="text-align: right;"><i>(APS)</i></p>
<b>DZ-UE – Jumelage – Produits végétaux</b>	<p>Un programme de jumelage institutionnel entre l’Algérie et l’Union Européenne (UE) pour l’appui à la qualité des produits végétaux a été lancé le 04 octobre 2019 et mobilisera une enveloppe financière de 1,29 MEUR.</p> <p>Ce jumelage a pour objectif de renforcer et d’améliorer les systèmes de contrôle technique de la flore et produits végétaux pour faciliter leur commercialisation et leur exportation.</p> <p>L’UE mobilisera 30 experts pour superviser l’expertise technique qui s’étalera sur 390 jours, répartie sur 31 activités dont 4 missions d’études en France.</p> <p style="text-align: right;"><i>(APS)</i></p>
<b>Salon – Hydrocarbures</b>	<p>Au moins 150 exposants et fournisseurs de produits et services pétroliers et gaziers étaient présents au 8<sup>ème</sup> salon international Hassi Messaoud Expo, qui s’est tenu du 22 au 24 octobre 2019.</p> <p style="text-align: right;"><i>(APS)</i></p>
<b>Salon – EnR</b>	<p>La 10<sup>ème</sup> édition du Salon international des énergies renouvelables (EnR), des énergies propres et du développement durable ERA s’est tenue du 21 au 23 octobre 2019 au Centre des Conventions d’Oran.</p> <p style="text-align: right;"><i>(APS)</i></p>

*Les montants en Dinar (DZD) ont été convertis en Dollar (USD) au taux officiel du 16.10.2019*

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional d’Alger (adresser les demandes à [alger@dgtresor.gouv.fr](mailto:alger@dgtresor.gouv.fr)).

Auteur : Service Économique Régional d’Alger

Adresse : 25 chemin Abdelkader Gadouche 16035 Hydra

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique Régional d’Alger s’efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l’utilisation et de l’interprétation de l’information contenue dans cette publication.

Rédigée par : Darine Chenine

Revue par : Denis Le Fers